# Revue des Revues

***Questionnaire sur la Commune. — La Revue Blanche*, 15 mars et l^er^ avril.**

Nous allons savoir la vérité sur la Commune ; il semble que son heure, comme à tous les grands événements, soit venue. On paraît enfin l'examiner avec le désintéressement exigé par l'histoire. Les vieilles haines d'antan ont, pour ainsi dire, disparu; les adversaires ne sont plus implacables ; ceux même que la répression vit les plus acharnés gardent le silence. D'autre part, les partisans et les membres de la Commune reconnaissent assez volontiers les fautes qu'ils commirent.

Le questionnaire adressé par la *Revue Blanche* (V. n^os^ du 15 mars et du l^er^ avril) à la plupart de ceux, Communards ou Versaillais, qui survivent, est donc fort intéressant. Ces dépositions sont de valeur inégale. Le côté personnel et anecdotique séduira ceux qui, à travers les événements, cherchent avant tout l'homme. Les théoriciens paraîtront peut-être moins attachants.

De l'ensemble de ces dépositions on peut conclure que la Commune fut un mouvement spontané, quelque peu inconscient, dont les causes étaient précises, mais le but extrêmement vague. Il ne se trouva pas d'hommes pour le diriger. Ceux que les élections du 26 mars amenèrent au pouvoir étaient pour la plupart de braves gens, animés d'excellentes intentions, mais pris au dépourvu par les événements. Leur défaut capital fut de délibérer au lieu d'agir. Voici un passage de la déposition de Léo Melliet, qui fut membre de la Commune :

« Je considère la révolution du 18 mars 1871 comme une manifestation toute spontanée de l'instinct populaire. C'est la poussée irréfléchie d'un peuple qui se sent trahi et menacé, mais dont la marche en avant, au lieu d'être basée sur

l'analyse de ses souffrances et la conscience de ses besoins, n'a d'autre guide que les abstractions de souvenirs historiques et de vagues aspirations idéales. C'est assez pour combattre et mourir héroïquement, ce n'est pas assez pour triompher et vivre. *Toutes nos fautes se résument dans ces trois mots : « Ne pas savoir », avec leur corollaire obligé : « Ne pas oser »*.

« Une révolution qui commence par parlementer pendant dix jours est condamnée à mort, et la Commune ne pouvait être qu'une chambre d'enregistrement de la défaite du peuple. »

Le côté militaire était assurément le plus important pour le succès de l'insurrection. Ce fut peut-être le plus faible de tous. D'une action incohérente, il ne sortit que des maladresses et des échecs. Il semble qu'il fallait, ou bien faire la guerre comme d'habitude – et alors prendre l'offensive et, dès le 18 mars, marcher sur Versailles – ou bien, ce qui est plus discutable, si on ne se sentait pas de force à lutter avec l'armée régulière, garder la défensive, faire la guerre de rues, avec les barricades et les mines. Ainsi, Paris eût été inexpugnable.

Mais la Commune ne compta pas un homme de guerre, à peine quelques hommes d'action. De bons officiers, comme Dombrowsky et Rossel, n'exercèrent pas de commandement réel et se bornèrent à payer de leur personne : « L'intérêt de tant d'intrépidité communarde semblera d'ordre décoratif. On manqua de qualités plus précieuses : *le mépris des choses consacrées et l'initiative*. » (Rép. de J.-B. Clément, ancien membre de la Commune.)

Une autre faute capitale, au point de vue révolutionnaire, fut de ne pas s'emparer des 3 milliards 523 millions enfermés à la Banque de France, et dont une partie fila sur Versailles, sous la surveillance des agents même de la Commune. Elle fournissait ainsi à ses ennemis l'arme pour la vaincre.

La division, par surcroît, finit de rendre impuissants les membres de là Commune. Devant l'Europe coalisée, les Conventionnels parlementaient peu : ils s'envoyaient à la guillotine. La République dévora ainsi ses meilleurs enfants, mais elle fut sauvée. On dira que les temps, en 1871, n'étaient pas aussi tragiques. En réalité, c'est qu'il n'y avait pas, derrière les hommes de la Commune, de volonté populaire assez précise : Où trouver l'énergie suffisante pour conquérir des droits qu'on ne soupçonnait pas ? L'indécision et l'incohérence furent telles, que vingt fois on eût traité avec Versailles, et à n'importe quelles conditions, si Versailles l'eût voulu. Mais Thiers, historien de Napoléon, tenait à faire son petit siège de Paris. (Rép. de M. Georges Arnold.)

Cette conclusion de M. Pindy, lui aussi, ancien membre de la Commune, paraîtra sévère, mais juste : « Je pense que nous avons agi comme des enfants qui cherchent à imiter de grandes personnes dont le nom ou la réputation les a subjugués, et non pas comme des personnes ayant la force (tout au moins une certaine force) auraient dû le faire en face de l'ennemi séculaire. »

Dans tous les cas, les erreurs et les fautes furent chèrement payées. En France, où la bravoure est surtout de la vanité, il est certains moments où l'on meurt sans peine. Cela diminue le mérite de bien mourir. Pourtant, devant la lâcheté habituelle des gouvernants, les membres de la Commune, combattant aux barricades, et payant de leur personne, sont un assez rare exemple.

La répression, les hécatombes effroyables qui suivirent, firent courir en Europe un frisson d'horreur. Le gouvernement bourgeois – républicain d'étiquette – avait tenu à se montrer plus féroce que les monarchies. Il noya dans le sang l'insurrection populaire ; pareils massacres ne s'étaient vus depuis ceux des Jacques. La bourgeoisie, que Thiers représentait si bien, répandit ainsi la terreur ; elle prévint

pour longtemps toute tentative insurrectionnelle, mais elle sema aussi la haine ; elle apprit directement au peuple ce qu'il ignorait : où étaient ses ennemis nés.

Si des mouvements nouveaux se produisent — et ils sont nombreux à y penser — la colère du peuple aura un objet plus précis. Maintenant, les erreurs de la Commune et l'effroyable expérience de 1871 serviront-elles ? Tout est là, dirait Joseph Prudhomme.

***Les Budgets de Stendhal (Revue Blanche, 1er avril).***

— Les « Budgets de Stendhal », publiés dans la même *Revue Blanche* du 1er avril, montrent la pauvreté où vécut un grand écrivain, qui passait cependant pour homme du monde. Antiromantique par nature, tout à fait homme du xviiie siècle (bien qu'il ait admirablement compris le xixe), ses livres ne pouvaient paraître à une époque moins favorable. Ils lui rapportèrent des sommes dérisoires, quand il n'en fut pas de sa poche, pour parler vulgairement : *De l'Amour*, 0 fr. 00 ; les *Promenades dans Rome*, 1,500 fr. ; *Le Rouge et le Noir*, 1,500 fr. ; *La Chartreuse de Parme*, 2,500 fr. ; en tout, 5,700 fr. pour 22 années, soit 0 fr. 75 par jour.

Il est vrai que Beyle ne savait pas solliciter les articles de journaux. Il considérait même cela comme humiliant (Cf., préface de l'*Amour*). Qu'on mette en regard des chiffres précédents ceux qu'a rapportés à M. Paul Bourget le plat démarquage de Stendhal : on trouvera d'honorables rentes. On verra aussi la différence de deux caractères. Henri Beyle, ni de l'Académie, ni décoré (quoique ancien officier), vivant avec 5 francs par jour, ressort assez grand de la comparaison.